

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

A R R Ê T É

portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Direction
des Collectivités locales
et de l'Environnement

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour leur application ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 13 juin 1994 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) de gibiers à plumes soumis à autorisation au titre de la protection de l'environnement ;
- VU le récépissé de déclaration du 7 décembre 1990 délivré à Melle Nathalie REMINIAC en vue d'exploiter à MELLIONNEC, au lieu-dit "Le Venec", un élevage de 18 000 volailles ;
- VU la demande présentée par Mme Nathalie TALHOUARN en vue de la régularisation de la situation administrative de cet élevage qui compte à ce jour 24 000 animaux-équivalents (poulets de chair) et de son extension par la création d'un poulailler de 24 000 animaux-équivalents (poulets de chair), installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ainsi que les autorisations d'épandage des tiers ;
- VU les résultats de l'enquête publique ;
- VU les délibérations des Conseils municipaux de MELLIONNEC (29 mars 1994), ROSTRENEN (27 juin 1994), GLOMEL (29 avril 1994), PLOERDUT (56) (18 mars 1994) ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile, de l'Equipement, émis respectivement les 15 avril, 18 mars, 11 mars et 15 juin 1994 ainsi que les avis du Préfet du MORBIHAN en date des 16 mars et 28 octobre 1994 ;
- VU les arrêtés préfectoraux en date des 28 juillet et 14 novembre 1994 prorogeant le délai d'instruction de la demande susvisée d'une période de trois mois ;
- VU le rapport favorable de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 22 novembre 1994 ;
- VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 6 janvier 1994 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

- ARRETE -

ARTICLE 1er -

a) Le présent arrêté abroge et remplace le récépissé de déclaration du 7 décembre 1990 susvisé.

b) Mme Nathalie TALHOUARN demeurant à MELLIONNEC, au lieu-dit "Le Venec", est autorisée à exploiter à cette adresse (section ZP n° 26), conformément aux plans annexés à la demande, un élevage de 48 000 animaux-équivalents (poulets de chair) de plus de un mois en présence simultanée, à savoir :

- élevage existant 24 000 poulets de chair,
- élevage à créer 24 000 poulets de chair,

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies ci-après.

ARTICLE 2 -

L'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de MELLIONNEC pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de Mme Nathalie TALHOUARN.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de Mme Nathalie TALHOUARN dans deux journaux d'annonces légales du département.

.../...

ARTICLE 7 -

"Délai et voie de recours" (article 14 de la loi n° 76-663) du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 8 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Préfet de GUINGAMP,
Le Maire de MELLIONNEC

L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à Mme Nathalie TALHOUARN pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de ROSTRENEN, GLOMEL, PLOURAY (56), PLOERDUT (56), pour information.

SAINT-BRIEUC, le 6 FEV, 1995

LE PREFET,

Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,

Signé : Jean-François PAGES

Pour copie certifiée conforme,
L'Attaché, Chef de Bureau,



M.S. MOREAU.